

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-ter** N. **54**

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

58^a Sessione plenaria
(Parigi, 15-17 giugno 2010)

Raccomandazione n. 862 ⁽¹⁾

Sugli aspetti militari dello spazio: i satelliti di allerta precoce
e per l'intercettazione di segnali elettronici (ELINT) – risposta
alla relazione annuale del Consiglio ⁽²⁾

Trasmessa il 12 luglio 2010

L'ASSEMBLÉE,

(i) Constatant le transfert croissant, en nombre et en qualité, des capacités militaires vers l'espace en raison du développement de systèmes d'armes dont les performances ne sont pas seulement améliorées mais directement générées par le support spatial;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 17 juin 2010, au cours de sa 4^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par M. Yves Pozzo di Borgo (France, PPE/DC), rapporteur, Document 2071.

(ii) Notant que l'espace revêt aujourd'hui une dimension stratégique incontestable qui a conduit à la définition d'une politique spatiale européenne par les différents acteurs de l'UE: la Commission européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA);

(iii) Considérant que le Livre blanc présenté par la Commission affirme la nécessité pour la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) d'avoir accès à des systèmes et services spatiaux non seulement en raison de leurs capacités stratégiques mais aussi du fait de la

capacité de décision autonome qu'ils apportent;

(iv) Soulignant que, comme l'indique ce document, les utilisateurs des secteurs de la sécurité et des armées ont des besoins très particuliers et qu'il faudra concilier les utilisations civiles et militaires des capacités spatiales;

(v) Constatant par ailleurs l'impossibilité pour un seul Etat européen de développer et d'exploiter toutes les capacités nécessaires;

(vi) Notant que, selon le Livre blanc sur l'espace, l'Europe devra développer des systèmes et des services dans le domaine du renseignement électronique, de l'alerte précoce et de la surveillance spatiale;

(vii) Considérant que la défense exerce un rôle d'impulsion politique, économique et technique dans l'espace;

(viii) Constatant que l'espace de la défense a des exigences techniques et opérationnelles plus élevées que l'espace civil, se traduisant par des applications spécifiques comme l'alerte avancée et le renseignement électromagnétique (ELINT);

(ix) Se félicitant de ce que le système satellitaire Helios a montré que la coopération européenne dans le domaine spatial militaire était possible;

(x) Constatant que ce système a démontré pleinement son efficacité puisque, aujourd'hui, 40% des prises de vues émanent de demandes communes contre 17% en 1997;

(xi) Considérant qu'à présent toute politique spatiale d'envergure ne peut être menée à bien que dans un contexte de coopérations internationales car celles-ci permettent de s'appuyer sur des compétences différentes, de confronter des méthodes de travail, d'explorer de nouvelles pistes d'utilisation des techniques spatiales et de réaliser davantage de missions spatiales en partageant leurs coûts;

(xii) Notant avec satisfaction qu'une réflexion commune menée par différents

pays a débouché sur la rédaction d'un document majeur exprimant des besoins opérationnels communs (BOC) et permettant d'entamer la coopération sur le programme MUSIS;

(xiii) Rappelant que MUSIS est un programme gouvernemental visant à harmoniser les prochains systèmes européens d'observation optique et radar et à remplacer, à terme, l'ensemble des composantes militaires existantes;

(xiv) Soulignant que l'objectif principal de ce programme est de passer de l'état actuel de simple échange d'images de renseignement militaire à une situation dans laquelle les pays participants auront libre accès à l'ensemble des ressources spatiales qui seront disponibles de manière transparente et cohérente;

(xv) Rappelant que le Centre satellitaire de l'Union européenne, basé à Torrejón en Espagne, devrait être doté d'un budget suffisant pour faire face à tous ces enjeux, sachant que, comme l'Assemblée l'a fait remarquer à plusieurs reprises, une augmentation d'environ 20% de son budget lui permettrait de doubler sa capacité;

(xvi) Considérant le lancement par l'Agence spatiale européenne d'un programme préparatoire au Programme de surveillance de l'espace (SSA) dont l'objectif est de promouvoir l'autonomie d'utilisation et l'indépendance d'accès à l'espace par la fourniture de données et d'informations de qualité concernant l'environnement, les menaces et l'exploitation durable de l'espace;

(xvii) Soulignant que les domaines d'application du programme SSA sont la surveillance spatiale pour obtenir toutes les informations possibles sur les débris spatiaux et sur tous les objets présents dans l'espace; la détection des menaces possibles et la compréhension de l'environnement météorologique spatial;

(xviii) S'interrogeant sur la dimension duale des informations qu'un tel système pourrait fournir sur l'identification d'actes hostiles contre certains satellites ou la

présence de satellites douteux dans l'espace car cette mission qui pourrait déboucher sur le concept de « dissuasion spatiale » est essentiellement une mission de défense qui, en principe, sort du mandat strict de l'Agence spatiale européenne;

(xix) Se félicitant de la réussite du système spatial optique de démonstration pour l'alerte avancée français SPIRALE, permettant la détection et la caractérisation de tirs de missiles mais aussi l'observation de phénomènes naturels comme les éruptions volcaniques, la surveillance de certaines installations industrielles ainsi que la surveillance spatiale et aérienne;

(xx) Se félicitant également de l'avancement du programme de démonstration français ESSAIM de renseignement électromagnétique;

(xxi) Constatant, enfin, que la coopération européenne est absolument fondamentale pour l'avenir du secteur spatial en Europe et que si cela est évident dans le secteur civil, ce l'est encore plus dans le secteur spatial militaire,

RECOMMANDE AU CONSEIL DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET AU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

1. D'encourager une réflexion au sein des forums appropriés, notamment au Comité politique et de sécurité (COPS) et à l'Agence européenne de défense (AED), sur les besoins et capacités de l'Europe dans le domaine de l'espace militaire et notamment dans les secteurs de l'alerte avancée et du renseignement électromagnétique (ELINT);

2. De veiller à ce que l'exécution des orientations stratégiques décidées au sein

du COPS et du Conseil de l'Union européenne soit confiée à l'AED et d'envisager, dans ce contexte, la création d'une Direction responsable de l'ensemble des questions spatiales de défense;

3. D'encourager le dialogue des Etats membres avec les autorités françaises en vue d'une éventuelle participation de ceux-ci à la suite du programme de démonstration d'alerte avancée français SPIRALE;

4. D'encourager également le dialogue des pays membres sur le programme de démonstration français de renseignement électromagnétique ESSAIM en vue d'une possible coopération européenne au futur programme opérationnel CERES;

5. D'étudier, à ce sujet, l'accord industriel établi entre EADS et Thales à propos de CERES, qui est ouvert aux coopérants étrangers;

6. De tenir compte de ce que la coopération est tout à fait fondamentale pour l'avenir des activités spatiales européennes, et notamment dans le secteur de la défense;

7. D'intéresser et d'associer encore davantage l'opinion publique aux efforts européens dans le domaine spatial, source de progrès apparaissant comme la meilleure réponse aux défis d'un environnement où les ressources tendent à se raréfier et où le changement climatique est devenu une réalité incontournable;

8. De tenir compte de ce que la création d'une capacité d'alerte avancée et de renseignement électromagnétique constitue une contribution majeure et nécessaire en vue de doter l'Europe d'une autonomie stratégique en matière de contrôle de la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 862 ⁽¹⁾

Sugli aspetti militari dello spazio: i satelliti di allerta precoce e per l'intercettazione di segnali elettronici (ELINT) – risposta alla relazione annuale del Consiglio ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) Prendendo atto del crescente spostamento delle capacità militari nello spazio, in termini quantitativi e qualitativi, in ragione dello sviluppo di sistemi d'arma il cui funzionamento non è semplicemente migliorato, ma è reso direttamente possibile dal supporto spaziale;

(ii) Rilevando che lo spazio riveste oggi una netta dimensione strategica, che ha condotto alla definizione di una politica spaziale europea da parte dei diversi attori dell'UE: la Commissione e l'Agenzia Spaziale Europea (ESA);

(iii) Considerando come il Libro bianco della Commissione sottolinei la necessità che la Politica europea di sicurezza e di difesa (PESD) possa accedere a sistemi e servizi spaziali, non soltanto in ragione delle loro capacità strategiche, ma anche dell'autonomia decisionale che essi consentono;

(iv) Sottolineando altresì, come affermato nello stesso documento, che gli utilizzatori nei settori militare e della sicu-

rezza hanno esigenze molto specifiche e che è necessario contemperare gli usi militari e quelli civili delle attività spaziali;

(v) Osservando, inoltre, che nessun paese dell'UE dispone da solo delle risorse per sviluppare e sfruttare al massimo tutte le capacità necessarie;

(vi) Osservando che, secondo il Libro bianco, L'Europa dovrà sviluppare sistemi e servizi nel campo dell'*intelligence* basata su segnali elettronici, dell'allerta precoce e della sorveglianza spaziale;

(vii) Considerando come la difesa possa produrre uno stimolo in favore delle attività spaziali a livello politico, economico e tecnico;

(viii) Osservando come i programmi di difesa spaziale presentino requisiti tecnici e operativi più elevati rispetto ai programmi spaziali civili, con applicazioni specifiche quali l'allerta precoce e l'*intelligence* basata su segnali elettronici (ELectronic INTelligence ELINT);

(ix) Accogliendo favorevolmente il fatto che il sistema satellitario Helios ha dimostrato che la cooperazione nel settore militare spaziale è possibile;

(x) Rilevando come questo sistema abbia dimostrato la sua efficacia, poiché il 40% delle immagini proviene da richieste congiunte rispetto al 17% del 1997;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 17 giugno 2010, nel corso della 4^a seduta plenaria.

⁽²⁾ Motivazione: confronto la relazione presentata a nome della Commissione Difesa e Tecnica e aerospaziale da parte dell'on. Ives Pozzo di Borgo (Francia, PPE/DC), relatore, Documento 2071.

(xi) Considerando che al giorno d'oggi una politica spaziale efficace può essere portata avanti unicamente sulla base della cooperazione internazionale, che offre una vasta gamma di competenze tecniche e consente il raffronto tra diverse metodologie di lavoro, oltre a favorire la scoperta di nuovi percorsi applicativi per l'uso delle tecnologie spaziali e la possibilità di intraprendere un maggior numero di missioni spaziali in virtù della condivisione dei costi;

(xii) Prendendo atto con soddisfazione che una riflessione condivisa condotta da diversi paesi è sfociata nella pubblicazione di un documento molto importante (conosciuto sotto il suo acronimo francese BOC, Besoins Opérationnels Communs) che definisce esigenze operative comuni, rendendo possibile l'avvio del programma di cooperazione MUSIS (Multinational Space-based Imaging System);

(xiii) Ricordando che il programma MUSIS è un programma governativo che mira ad uniformare in futuro i sistemi europei di osservazione ottica e radar e a sostituire, nel tempo, il complesso delle componenti militari esistenti;

(xiv) Sottolineando che l'obiettivo principale di questo programma è di oltrepassare lo stadio del semplice scambio di informazioni militari per approdare ad una situazione in cui gli utilizzatori degli stati partecipanti dispongano di un libero accesso a tutte le attività nel settore spaziale in maniera trasparente e coerente;

(xv) Ricordando il Centro Satellitare Europeo situato a Torrejón dovrebbe disporre di mezzi finanziari sufficienti per affrontare tutte queste sfide, tenendo presente che, come sottolineato a diverse riprese dall'Assemblea, un aumento del 20% delle sue risorse finanziarie gli consentirebbe di raddoppiare le sue capacità;

(xvi) Considerando che l'avvio da parte dell'Agenzia Spaziale Europea del programma preparatorio per il progetto Space Situational Awareness (SSA), il cui obiettivo è promuovere un uso autonomo

e un accesso indipendente allo spazio da parte dell'Europa, attraverso la fornitura di informazioni tempestive e di qualità riguardo l'ambiente spaziale, le minacce ed un uso sostenibile dello spazio esterno;

(xvii) Sottolineando che le applicazioni del programma SSA sono attinenti alla sorveglianza spaziale, per ottenere informazione sui detriti e gli oggetti spaziali, il rilevamento di possibili minacce e lo studio dell'ambiente meteorologico spaziale;

(xviii) Interrogatosi sulle informazioni che un sistema di questo tipo potrebbe fornire, un quanto suscettibili di un duplice uso (l'identificazione di atti ostili nei confronti di alcuni satelliti oppure la presenza di satelliti sospetti nello spazio) e potrebbero contribuire alla formulazione del concetto di « dissuasione spaziale » con finalità sostanzialmente difensive e, in linea di principio, al di fuori della competenza dell'Agenzia Spaziale Europea;

(xix) Accogliendo favorevolmente il successo del sistema francese SPIRALE, un dispositivo dimostrativo di allerta spaziale precoce che consente il rilevamento e la caratterizzazione dei lanci balistici, ma anche l'osservazione di fenomeni naturali quali le eruzioni vulcaniche, la sorveglianza di alcune installazioni industriali nonché la sorveglianza spaziale e aerea;

(xx) Accogliendo favorevolmente anche i progressi del programma dimostrativo francese ESSAIM di intercettazione di segnali elettronici;

(xxi) Rilevando, infine, che la cooperazione europea è assolutamente fondamentale per il futuro del settore spaziale in Europa e, se ciò è palese nel settore civile, lo è ancor più nel settore spaziale militare;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DELLA UEO E AL CONSIGLIO DELL'UE DI:

1. Favorire una riflessione NELLE sedi appropriate, soprattutto il Comitato poli-

tico e di sicurezza (COPS) e l'Agenzia Europea per la difesa (AED), sulle esigenze e capacità dell'Europa nel settore dello spazio militare e soprattutto nei settori dell'allerta precoce e dell' *intelligence* basata su segnali elettronici (ELINT);

2. Garantire che l'attuazione degli indirizzi strategici stabiliti all'interno del COPS e del Consiglio dell'Unione Europea sia affidata all'AED e prevedere, in questo contesto, la creazione di una direzione responsabile dell'insieme delle questioni spaziali di difesa;

3. Favorire il dialogo degli Stati membri con le autorità francesi nell'ottica di una eventuale partecipazione al prosieguo del programma dimostrativo francese di allerta precoce SPIRALE

4. Favorire altresì il dialogo tra paesi membri sul programma dimostrativo francese di intercettazione di segnali elettronici ESSAIM, nell'ottica di una possibile cooperazione europea al futuro programma operativo CERES;

5. Esaminare, a questo proposito, l'intesa industriale siglata tra EADS e Thales su CERES, che è aperta a cooperazioni con paesi terzi;

6. Tener conto del fatto che la cooperazione è del tutto fondamentale per il futuro delle attività spaziali europee, segnatamente nel settore della difesa;

7. Coinvolgere ancor di più l'opinione pubblica nelle iniziative europee nel settore spaziale, come fonte di progresso che appare come la migliore risposta alle sfide di un ambiente le cui risorse tendono ad assottigliarsi e nel quale i mutamenti climatici sono divenuti una realtà ineludibile

8. Tener conto che la creazione di una capacità di allerta precoce e di *intelligence* basata su segnali elettromagnetici costituisce un apporto significativo e necessario nell'ottica di dotare l'Europa di autonomia strategica in materia di controllo della proliferazione delle armi di distruzione di massa e dei loro vettori.